



**Confédération des Juifs de France
et Amis d'Israël**

10, Place Vendôme
75001 Paris
Téléphone :
01.53.45.54.89
Télécopie :
01.53.45.54.55
Email :
presse@cjfai.com

Communiqué de Presse

Contact : **Richard C. ABITBOL**
Tel : +33. (0)1.53.45.54.89
Fax : +33. (0)1.53.45.54.55
e-mail : mailto:presse@cjfai.com

POUR PARUTION IMMÉDIATE
9:00 H, 1er Juin 2017

PARIS, LE 1ER JUIN 2017 :

CREATION D'UN COMITE DE SOUTIEN

« VERITE ET JUSTICE POUR SARAH HALIMI »

Comme annoncé dans notre précédent communiqué, nous vous présentons le but et le mode de fonctionnement de notre Comité de Soutien !

Dans la nuit du 4 avril 2017, une femme juive orthodoxe, médecin, a été surprise dans son sommeil chez elle ! Elle a été atrocement torturée pendant plus d'une heure et assassinée dans des conditions particulièrement abominables. Son agresseur, un « islamiste radical », l'avait importunée et harcelée durant plusieurs semaines avec des injures antisémites avant de l'agresser et de la tuer. Il s'est introduit chez la victime par le balcon et s'est acharné avec une violence inouïe sur sa victime, provoquant une vingtaine de fractures au corps et au visage, avant de la défenestrer, agonisante, du troisième étage.

Le récit des violences et des actes de barbarie qu'a subi la victime sont tout simplement le reflet d'une haine indescriptible et donc insupportables à décrire !

Pendant ce long calvaire, la police (aussitôt prévenue) arrivée sur place s'installe sur le palier et au bas de l'immeuble. Ce sont ainsi 18 policiers qui, arrivés sur place, ne sont pas intervenus, pour des raisons obscures et incompréhensibles, tout au long du terrible calvaire de la sexagénaire !

Cette femme s'appelait **Madame Sarah Halimi Attal** (z "1). Elle avait 65 ans et vivait dans un modeste immeuble du XIème arrondissement de Paris, 26 rue Vaucouleurs.

Malgré le fait qu'une trentaine de mains courantes ont été déposées au commissariat pour signaler les agissements du suspect, malgré le fait qu'il a été constaté que le suspect s'était radicalisé, malgré le fait que Sarah Halimi était reconnue dans l'immeuble comme une personne de confession juive, et que de nombreux accrochages avaient eu lieu dans les mois précédant l'attaque avec la famille du suspect, malgré le fait que pendant sa séance de torture, le suspect traitera sa victime de « Sheitan » [Satan, en arabe], criant une dizaine de fois « Allah Akbar », malgré le fait que le meurtrier alternait « incantations du Coran » et salves de coups lorsque sa victime reprenait connaissance, malgré tous ces éléments le procureur de la République ouvre, le 14 avril (10 jours après les faits !) une information judiciaire pour « homicide volontaire » et non pas, comme cela paraissait évident, pour « assassinat avec les circonstances aggravantes que constituent les actes de barbarie et le motif antisémite ».

D'autre part, fait encore plus grave, la police, alertée par les voisins qui entendaient « les pleurs, les cris et les hurlements de douleur de madame Halimi » a attendu plus d'une heure avant d'intervenir ! Interpellés par de tels agissements, nous attendions des réponses claires à nos interrogations alors que nous recevions des réponses très floues qui semblaient traduire un véritable malaise.

Et pourtant, ni le ministère de l'intérieur, ni le ministère public n'ont saisi l'Inspection générale de la police nationale (IGPN).

Enfin, ce terrible drame se déroule en plein Paris sans que personne, aucun media (seul en entrefilet dans Le Parisien évoque le drame avec des propos flous et sans aucune référence à la motivation antisémite), aucun responsable politique (à l'exception notable de Marine Le Pen qui l'évoque lors d'une interview au Figaro avec Yves Thréard !), ni aucun responsable (le mot prend ici tout son sens !) de la communauté juive dite organisée ne relate, ni ne s'émeuve outre mesure de l'affaire. L'Omerta est totale !

Pour revenir à la communauté juive dite organisée, le 7 avril, soit trois jours après les faits, elle se targue d'un communiqué où elle écrit « *rien ne permet de retenir le caractère antisémite et rien ne permet de l'exclure. L'enquête se poursuit et toutes les pistes sont ouvertes ... Toutefois nous faisons pleine confiance aux hommes et femmes qui œuvrent à cette enquête... L'enquête ne peut se faire sur les réseaux sociaux, le mélange d'informations provenant de témoins directs avec des récits « revisités » par des commentateurs, le mélange d'informations vérifiées et avérées avec des informations supposées, imaginaires, voulues ou encore déniées créent une confusion qui dessert la recherche de la vérité.* »

En un mot, circulez, il n'y a rien à voir ! Et ce, en opposition avec l'émotion profonde qui envahit le peuple juif de France !

Cependant, l'émotion est telle que la communauté juive dite organisée se voit obligée d'organiser une marche blanche, tout en rappelant qu'il ne fallait pas céder au complotisme (l'aspect antisémite de l'affaire) qui se répandrait sur les réseaux sociaux, et alors même que cette marche se termine sous les quolibets antisémites du voisinage de madame Halimi ! Ainsi, après les divers actes antisémites passés sous silence depuis février, il serait donc interdit d'évoquer la piste antisémite dans l'enquête en cours, et ce, pour le fallacieux prétexte de ne pas favoriser « une certaine candidate » pendant la campagne présidentielle qui battait son plein !

Pour toute information ou invitation contacter

Guy ATTAL, Sabrina SCETBON ou Richard ABITBOL au siège de notre association.

De fait, terrible constatation : afin d'éviter un antisémitisme putatif et virtuel on camouflait un antisémitisme qui, lui, était bel et bien réel !

C'est ainsi que de ce crime antisémite, il ne fut pas question pendant toute la campagne présidentielle.

Quant aux journalistes, ceux qu'on a vu autrement plus zélés dans l'« affaire Théo », encouragés par l'attitude timorée et prudente des responsables de la communauté juive dite organisée, ils se sont tus devant les appels à la prudence de Monsieur le procureur.

De même, les artistes et les étudiants (FIDEL, UNEF, UEJF...) qui s'étaient si promptement mobilisés dans l'« affaire Théo », étaient aux abonnés absents !

Pour toutes ces raisons et au vu des éléments en notre disposition, il nous est apparu nécessaire d'obtenir les éclaircissements face à tous ces dysfonctionnements.

C'est dans ce but que nous avons créé, au sein de la **Confédération des Juifs de France et des Amis d'Israël**, un comité de soutien ad hoc afin d'obtenir les réponses adéquates.

Notre action et notre engagement nous le devons :

- ✓ A la mémoire et à la famille de la victime
- ✓ A la communauté juive de France, dans la tourmente depuis plus de 15 ans
- ✓ A la République et à la Démocratie Française qui méritent mieux que ces dysfonctionnements

Dans ces conditions, nous réclamons, dès aujourd'hui :

1. Que soit reconnue immédiatement la circonstance aggravante d'antisémitisme
2. Que soit reconnue la circonstance aggravante de séquestration, d'actes de torture et de barbarie
3. La requalification de ce crime (qualifié aujourd'hui d'« homicide volontaire ») en assassinat avec les circonstances aggravantes ci-dessus citées.
4. La saisine immédiate de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) pour connaître des raisons du dysfonctionnement de la chaîne de commandement (éventuellement des responsabilités politiques) qui ont amené la police à ne pas intervenir durant le calvaire de **Madame Sarah Halim (z'1)**, et ce, malgré leur présence sur place.
5. Enfin, de comprendre les raisons de l'Omerta des médias face à cette tragédie

Pour toute information ou invitation contacter

Guy ATTAL, Sabrina SCETBON ou Richard ABITBOL au siège de notre association.

Le Comité de soutien « VERITE ET JUSTICE POUR SARAH HALIMI » est composé comme suit :

Président : Guy Attal Email : guyattal@yahoo.fr
Vice-Présidents : Sammy Ghozlan
Evelyne Gougenheim
Attachée de Presse : Sabrina Scetbon Email :

Responsables Régionaux déjà affectés :

- ✓ Bouches du Rhône : Gilles Dahan
- ✓ Hauts de France : Claude Kleczewski
- ✓ Normandie : Laurence Nguyen
- ✓ Occitanie : Albert Ankri
- ✓ Périgord : André Added
- ✓ Provence Côte d'Azur : Gérald Lévy

D'autres responsables régionaux seront désignés dans les prochains jours.

Nous faisons appel à tous les responsables politiques ou médiatiques, à tous les acteurs du monde culturel, à toutes les associations, aux acteurs de la société civile et à toutes les citoyennes et à tous les citoyens épris de vérité et de justice à venir rejoindre ce comité de soutien.

Une pétition de soutien vous sera adressée dans les prochains jours et une page Facebook sera prochainement à votre disposition.

Pour toute information ou invitation contacter

Guy ATTAL, Sabrina SCETBON ou Richard ABITBOL au siège de notre association.